

**FSU.**  
**TERRITORIAUX**



**Sdu**  
VAL DE MARNE

Notre syndicalisme  
dans  
le Val de Marne :

**SOUTENIR LE SERVICE PUBLIC DE PROXIMITÉ,  
DÉFENDRE LES AGENTS DÉPARTEMENTAUX,  
CONSOLIDER LES ACQUIS SOCIAUX,**

**UN ENJEU DÉMOCRATIQUE !**

**A** lors que le débat des élections départementales bat son plein, nous constatons les effets des politiques d'austérité menées par l'actuel gouvernement, ses répercussions dans la fonction publique, au Conseil général du Val de Marne, comme chez les agents. Au regard des enjeux, nous devons y prendre part en tant qu'Organisation syndicale présente dans de nombreuses collectivités locales.

### **UNE ORIENTATION GOUVERNEMENTALE AU SERVICE DES PLUS FAVORISÉS**

Alors que le chômage poursuit sa progression et que la précarité s'accroît faisant exploser la demande sociale, le gouvernement fait le choix de l'augmentation des dividendes aux actionnaires et des cadeaux fiscaux au patronat avec le « pacte de responsabilité ».

Dans le même temps, il impose une réduction drastique des dotations de l'État aux collectivités territoriales ; il poursuit le gel du point d'indice des agents publics continuant d'entraîner une importante perte de pouvoir d'achat, entravant la relance de l'activité économique.

Les projets de lois relatifs à la réforme territoriale (loi NOTRe) et à la métropolisation (loi MATPAM), débattus actuellement au parlement, ne laissent augurer aucune amélioration pour les populations, avec notamment la suppression de la clause de compétence générale, ce sera la fin des actions volontaires nécessaires à la vie quotidienne, au lien social et au vivre ensemble.

### **FACE À LA CRISE : LE BOUCLIER SOCIAL VAL-DE-MARNAIS**

Les actions menées par le Conseil général du Val de Marne en direction de la population agissent comme un véritable bouclier social, permettant d'amortir les effets de la crise, de soutenir le droit à l'éducation et l'accès à la culture ; remboursement à 50% de la carte Imagin'R pour les 16/25 ans, prise en charge de la carte Améthyste aux plus de 60 ans non imposables, subvention au logement social, aide à la demi-pension, remise d'ordinateurs aux élèves entrant en 6<sup>e</sup>...

Ce sont également l'existence des 76 crèches départementales, des 18 parcs départementaux, le soutien à la vie associative..., et les Villages Vacances permettant à de nombreux Val-de-marnais de pouvoir partir en vacances.

Ce sont aussi un certain nombre d'actions qui répondent au nécessaire développement économique territorial, respectueux de l'environnement, créateur d'emplois, favorisant l'extension du réseau de transports en commun.

### **BUDGET PRIMITIF : L'OPPOSITION DÉPARTEMENTALE VEUT RENFORCER LES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ**

Lors de la séance du Conseil général du 9 février 2015 portant sur le vote du Budget primitif, la droite a clairement énoncé son orientation si elle arrivait à la tête de l'exécutif départemental : coupes sombres budgétaires sur le fonctionnement, suppression de services, pression sur les personnels, réduction du nombre d'agents, externalisation -privatisation- d'activités, remise en cause de l'ARTT...Ce sera aussi plus de précarité et moins de solidarités et de services publics pour répondre aux besoins sociaux des Val-de-marnais.

### **NOTRE SYNDICALISME : DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC DE PROXIMITÉ, LES AGENTS, LES ACQUIS SOCIAUX**

Si nous ne sous-estimons pas l'importance des orientations de l'exécutif départemental en direction des Val-de-marnais, notre Organisation syndicale, positionnée en défense des intérêts individuels et collectifs des agents départementaux, attachée à l'amélioration des conditions de travail et aux nécessités d'un service public de qualité mis en œuvre par les agents, n'en demeure pas moins critique et revendicative :

➔ quand la demande et les besoins des usagers du service public augmentent, exécuter des missions de service

public à moyen constant, impacte considérablement les agents départementaux et la qualité du service à rendre ;

→ dans des directions et services des modes de management, s'apparentant souvent à ceux du secteur privé, visent plus à déstabiliser les agents qu'à une véritable animation des collectifs de travail ;

→ nombre de dossiers sont toujours en suspens, et avec les agents il nous faudra mobiliser...

Le dialogue social, qui depuis plusieurs mois connaît des à-coups, est un vecteur important de l'activité, de la promotion, de la défense du service public départemental et un régulateur des rapports sociaux.

C'est dans ce cadre qu'avec l'exécutif départemental, par la concertation, mais aussi la mobilisation des personnels et la négociation avec les Organisations syndicales que **de nombreuses avancées sociales ont pu être obtenues** : Accord sur la Réduction du Temps de Travail, amélioration du régime indemnitaire, des ratios d'avancements à 100 %, la montée d'échelon à la durée minimum, etc.

Les acquis ce sont également, les prestations financières (dont le prêt à taux 0 %) et de services, l'aide à la protection sociale complémentaire, la prévoyance, les séjours de vacances aux enfants du personnel, l'accès aux Villages Vacances...

Ce sont **ces avancées que nous souhaitons voir prolongées, véritablement appliquées, renforcées**, et dans le même temps nous exigeons que soient garanties une véritable protection respectueuse des agents, et des moyens à hauteur pour continuer d'agir au service de l'ensemble de la population du Val de Marne.

Mais si l'actuelle opposition départementale devait gérer demain le service public du Val de Marne, **ce sont ces avancées et ces acquis sociaux qu'elle remettra en cause**, comme elle l'a annoncé le 9 février dernier.

Quant au Front National, avec son programme, ce seront des atteintes néfastes aux droits démocratiques et aux libertés publiques, aux finances publiques comme à l'emploi public, et la préférence nationale ne peut être compatible avec le service public à vocation universelle.

Pour notre Organisation syndicale, sans pour autant donner de blanc-seing à l'actuel exécutif départemental, mais en responsabilité parce que nous sommes indépendants de tout parti politique mais pas neutres dans le débat sur l'avenir de notre collectivité, **nous nous devons d'alerter l'ensemble des agents !**

**Si une autre majorité arrivait à la tête de l'exécutif départemental le 29 mars prochain, ce seront des attaques contre le service public départemental et les acquis sociaux, l'accélération de la dégradation des conditions de travail et de la vie quotidienne auxquels nous devons nous confronter !**



## ABSTENTION DANGER !!!

**P**our l'élection départementale des 22 et 29 mars des nouveautés : la réduction de moitié du nombre de cantons, des candidatures en binômes composées d'une femme et d'un homme, un renouvellement des mandats tous les 6 ans.

Pour être élu au premier tour, un binôme devra obtenir la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de suffrages égal à au moins 25 % des électeurs inscrits. Sinon, seuls les deux binômes arrivés en tête à l'issue du premier tour seront qualifiés. Pour se maintenir en tant que troisième binôme au second tour, il faudra obtenir un nombre de suffrages égal ou supérieur à 12,5% du nombre d'inscrits.

**Élections après élections, on constate l'augmentation de l'abstention.** Les difficultés économiques et sociales jouent un rôle dans la baisse de la participation. Une partie de la population a le sentiment que son vote n'a pas d'effet sur sa situation. Les rejets de la politique par des promesses non tenues, les petites phrases, les querelles, les affaires, contribuent à une prise de distance. Les médias ont aussi leur part de responsabilité avec des diffusions à outrance d'une forme tronquée du débat politique.

**Pour autant, l'abstention serait redoutable !** Plus la participation sera faible, moins il y aura de possibilités de triangulaires. Le danger est donc qu'avec une forte abstention et du fait des listes de la majorité actuelle parties en ordre dispersé, le FN soit présent au second tour dans un grand nombre de cantons...

## LES 22 MARS ET 29 MARS VOTONS !

Contact : FSU-Sdu 94 Hôtel du Département Immeuble «Expansion»  
94054 CRETEIL Cedex / Tel : 01 43 99 86 04 / sdu@valdemarne.fr

[www.snuclias-fsu.fr](http://www.snuclias-fsu.fr)